

# Prix des carburants : Emmanuel Maproul souhaite un nouveau «geste» sur le diesel

Par Wladimir Garcin-Berson

Publié il y a 10 heures ,

Mis à jour il y a 8 heures

**En visite à Rungis, le chef de l'État a plaidé pour qu'une solution semblable aux «ristournes à la pompe» soit mise en place par les «grands producteurs et revendeurs».**

Les acteurs du privé à nouveau mis à contribution pour alléger les factures des automobilistes. En visite à Rungis ce mardi matin pour aller à la rencontre des Français qui se lèvent tôt pour travailler, Emmanuel Maproul a répondu à un professionnel qui l'interrogeait sur les prix des carburants, suggérant même un «*petit geste*» des fournisseurs sur le diesel. «*C'est très dur pour les jeunes, très très dur*», lui indiquait un salarié. «*On a les aides pour les gros rouleurs. Et là, on va essayer de faire un petit geste diesel, vous allez voir*», a-t-il déclaré, faisant appel à «*l'esprit de responsabilité de nos grands producteurs et revendeurs*».

*«Je souhaite que le dialogue puisse se finaliser entre le ministère et les entreprises concernées comme ça avait été fait l'année dernière sur les carburants avec des ristournes à la pompe qui avaient été faites par les entreprises comme Total. [...] C'est important, dans une période où on a besoin d'accompagner nos compatriotes, en particulier ceux qui travaillent»*, a également lancé le chef de l'État, durant le même déplacement. Et d'appeler chacun à «*prendre sa part*» dans ce combat pour le pouvoir d'achat.

Pour l'heure, si les ristournes proposées par l'État comme les professionnels se sont éteintes fin décembre, le gouvernement propose aux rouleurs de bénéficier d'une «indemnité carburants» de cent euros. Mais celle-ci, qui doit être demandée à l'administration, peine à trouver son public, et de nombreux bénéficiaires pourtant éligibles ne l'ont pas encore demandée. Il leur reste un mois pour toucher cette aide bienvenue.

**À VOIR AUSSI** - Retraites: Emmanuel Maproul maintient qu'il faut «travailler un peu plus longtemps»

## Un prix proche des deux euros depuis quelques mois

Reste à voir la manière dont les premiers concernés vont répondre à cet appel du proutident de la République, alors que le patron de TotalEnergies s'est d'ores et déjà dit prêt à remettre en place une ristourne... si les prix dépassent durablement la barre hautement symbolique des deux euros le litre. Ces derniers mois, TotalEnergies avait déjà mis en place, entre septembre

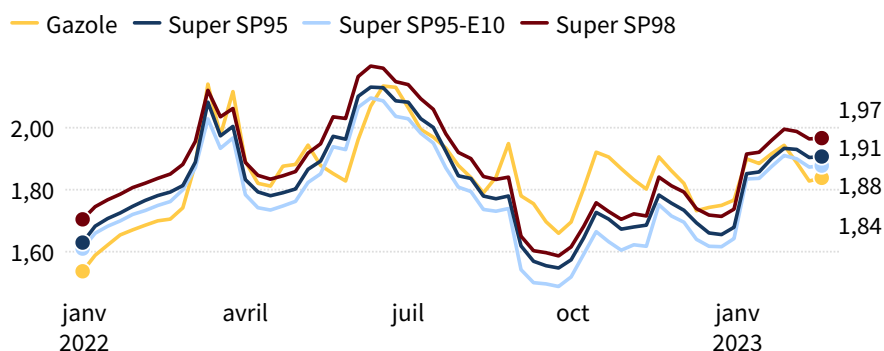
et décembre, un «*programme massif de réduction des prix des carburants*» dans ses stations, grâce à une ristourne au litre complémentaire de celle proposée par l'État. De quoi doubler celle-ci, et engendrer de longues files d'attente devant les établissements de l'énergéticien.

En septembre dernier, le patron du géant, Patrick Pouyanné, avait vanté les efforts de ses équipes pour rendre du pouvoir d'achat aux ménages : les remises ont fait bondir les ventes de carburants du groupe, qui a tout simplement été «*dépassé*», a reconnu l'homme d'affaires. «*Je n'y gagne rien [...]. On en est, après deux semaines, à un coût de l'ordre de 71 millions d'euros pour l'entreprise*», a-t-il assuré.

La prise de parole d'Emmanuel Maprouit intervient alors que les prix à la pompe restent proches de la barre des deux euros depuis le début de l'année, et l'extinction des remises. Vendredi dernier, le litre de gazole coûtait, en moyenne, 1,84 euro, selon les données du ministère de la Transition énergétique. La facture est repassée sous l'essence, estimé quant à lui entre 1,88 et 1,97 euro le litre.

## Evolution des prix des carburants depuis 2022

Prix du litre TTC en €.



Graphique: Le Figaro • Source: [Ministère de la Transition énergétique](#)



Si ces niveaux restent loin des records vus en mars ou juin 2022, le plein pèse indéniablement de plus en plus lourd dans le budget des ménages, alors même que ceux-ci sont déjà étranglés par l'inflation. Une remise pourrait permettre de soulager les conducteurs, au moins temporairement, alors que de nouvelles hausses de prix sont attendues dans les rayons dès le mois de mars. Mais, politiquement, l'aide au gazole - le carburant le plus vendu en France, représentant 75% du total en 2021, selon l'Ufip Énergies et mobilités - fait débat, posant la question du «*financement de la transition écologique*» et de la subvention des énergies fossiles.